

Direction Risques Industriels
Département des risques accidentels
1 rue de la Cité-Administrative
Cité administrative, Bât. G
BP 80002 - Cedex 9
31074 Toulouse

Toulouse, le 14/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



SBM Formulation (ex CMPA)

avenue Jean Foucault / ZI du Capiscol

34500 BEZIERS

Références :

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2022 dans l'établissement SBM Formulation (ex CMPA) implanté avenue Jean Foucault / ZI du Capiscol 34500 BEZIERS. L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SBM Formulation (ex CMPA)
- avenue Jean Foucault / ZI du Capiscol 34500 BEZIERS
- Code AIOT dans GUN : 0006600896
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

La société SBM FORMULATION est autorisée à exploiter sur la zone industrielle du Capiscol à Béziers une usine de formulation, conditionnement et stockage de produits phytosanitaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sous-traitance (action nationale 2022)
- suites de la visite d'inspection du 21/07/2021 (POI, volet air)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sur les procédures associant les entreprises extérieures
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sur le permis de feu
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sur la surveillance des entreprises extérieures
Organisation, formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sur l'intégration des sous-traitants dans les procédures d'urgence
Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sur la participation des sous-traitants aux exercices de situations accidentelles
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sur le plan de formation des entreprises extérieures
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sur le contenu des formations des entreprises extérieures
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sur la tenue des formations des entreprises extérieures
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sur la traçabilité des formations suivies par le personnel des entreprises extérieures
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sur la surveillance de la formation effective des personnels des entreprises extérieures
Formation des entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sur la mise à disposition de l'inspection du suivi des formations des entreprises extérieures
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sur les habilitations des personnels des entreprises extérieures
Opérations d'entretien et de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sur la sélection des entreprises extérieures intervenant sur les MMR
Disponibilité des organismes de mesure et de prélèvement	AP Complémentaire du 11/06/2020, article 3.c	SMDS	Suites de l'inspection du 21/07/2021

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

SBM Formulation dispose d'une organisation qui prend en compte explicitement l'intervention d'entreprises extérieures. L'application de cette organisation semble être rôdée. L'exploitant semble toutefois rester vigilant, dans une démarche d'amélioration continue, comme récemment avec la mise en place d'un suivi des personnes des entreprises extérieures assistant aux quarts d'heure sécurité.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant dispose d'une instruction en date du 13/06/2019 portant sur la gestion des entreprises extérieures. Cette instruction permet de distinguer les interventions courantes, plus ou moins répétitives, de celles inhabituelles, et d'adapter les exigences et la surveillance de ses prestataires en conséquence. L'exploitant a précisé qu'aucune sous-traitance portant sur les activités de production n'était effectuée. Hors gardiennage, la sous-traitance porte uniquement sur la maintenance, l'entretien, les contrôles et les travaux neufs. Il a été indiqué que le niveau de sous-traitance était limité au rang 2 (une seule sous-traitance par le sous-traitant), et accepté ponctuellement. Dans le cas du chantier observé lors de la visite, une sous-traitance de rang 2, initialement prévue par le prestataire pour une partie des travaux confiés, a été refusée. Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) lié à ce chantier mentionne explicitement que le prestataire du chantier ne peut pas faire appel à de la sous-traitance. La liste des prestataires en date du 5/01/2022 a été présentée. Cette liste comporte le nom des entreprises extérieures, leur activité, la date et la référence de leur plan de prévention pour des interventions courantes. La liste des prestataires intervenant le jour de l'inspection a également été présentée, ainsi que la liste des personnes effectivement présentes sur le site à 15h30. La correspondance entre ces listes a pu être vérifiée, notamment avec la présence de 2 personnes d'une entreprise sélectionnée par l'inspection pour contrôler in situ, les modalités de suivi des prestataires par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : <u>Sur les procédures associant les entreprises extérieures</u> Les interventions sous-traitées sont intégrées dans le Processus de gestion des équipements et des installations révision 10 du 09/09/2019 et dans la procédure Gestion des demandes de travaux révision 1 du 01/10/2016. L'instruction Gestion des entreprises extérieures du 13/06/2019 impose l'établissement d'un plan de prévention, renseigné en collaboration entre l'exploitant et l'entreprise extérieure, et révisé conjointement au minimum tous les ans pour les interventions courantes plus ou moins répétitives. Pour les interventions inhabituelles ou sortant du cadre des interventions courantes, un plan de prévention supplémentaire et spécifique au chantier est rédigé avec toutes les entreprises participant à l'opération. Ces plans de prévention renvoient aussi au règlement intérieur SBM et leurs signatures par les entreprises extérieures attestent de la prise de connaissance de ce règlement. Dans tous les cas, un bon de travail (modèle version du 30/04/2019) constitué de 4 feuillets et dont le remplissage découle de l'évaluation des risques du chantier, requiert la signature de l'intervenant stipulant son accord de début des travaux et prise de connaissance des travaux, risques et consignes de sécurité. Les éventuelles consignations électriques maintenance ou production y sont rappelées. Même si sur le terrain l'organisation paraît claire et appliquée, une harmonisation et/ou une clarification des termes employés - demande de travaux dans la procédure et bon de travail pour le formulaire, autorisation particulière dans la procédure et permis de feu dans l'instruction soudage - pourraient être appréciables pour faciliter la compréhension de l'articulation de ces documents. La visite d'un chantier sous-traité en cours d'exécution (prestation de changement des tôles d'un plancher soudé sur charpente) a permis de vérifier l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé signé par le prestataire. Un mode opératoire spécifique à ces travaux pour gérer la co-activité (autres prestataires en cours d'intervention sur la même zone) et une consignation électrique (attestation de consignation SBM du 6/12/2021 de toute l'électricité sauf l'éclairage de l'atelier mis à disposition pour les travaux) y sont associés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : <u>Sur le permis de feu</u> Une procédure Autorisation particulière révision 2 du 1/06/2019 définit les opérations nécessitant la formalisation d'une autorisation particulière. Les travaux par point chaud, requérant un permis de feu selon le langage usuel, y figurent explicitement. Cette autorisation particulière fixe les mesures de prévention (moyens de protections individuelles et collectives, préparation de la zone d'intervention, moyens d'intervention en cas de départ d'incendie). Dans cette procédure, il est prévu que le coordonnateur des travaux réalise une vérification des lieux de l'intervention 1 h après la fin des travaux. Ce point figure explicitement dans l'autorisation particulière où la personne ayant effectué cette vérification doit apposer sa signature. Dans le plan d'actions SBM 2022 version 4, pour une mise en œuvre au plus tard avant fin septembre 2022, il est prévu de repasser à une durée de 2 h, permettant de recoller avec les règles de l'art (cf guide IRSN ED6030 Le permis de feu : surveillance à réaliser pendant 2 h au moins après l'arrêt des travaux). Dans la procédure, il est défini qu'une autorisation particulière n'est valable que, sur la durée d'un poste de travail lorsqu'elle est initiée par le personnel de production, et sur une journée lorsqu'elle est générée par le personnel du service technique. Dans le cas d'un atelier complet mis à la disposition de la maintenance (aucune production en cours), l'autorisation journalière peut être reconduite chaque jour durant 4 jours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : <u>Sur la surveillance des entreprises extérieures</u> Un tableau présent à l'atelier de maintenance recense toutes les entreprises extérieures en cours d'intervention. Le bon de travail permet de suivre le début des travaux avec les signatures du coordonnateur des travaux, de l'intervenant et de l'encadrement de secteur. Le cas échéant, la vérification 1 heure (ou 2 heures à venir) après la fin de travaux est attestée par une signature sur l'autorisation particulière d'opération par point chaud, annexée au bon de travail. Puis, l'intervenant et l'encadrement de secteur apposent leur signature sur le bon de travail pour attester du contrôle de fin de travaux. Des cases permettent d'acter, le cas échéant, la remise en état de marche et la levée des consignations. La visite d'un chantier sous-traité en cours d'exécution (changement des tôles d'un plancher soudé sur charpente), disposant d'une autorisation particulière d'opération par point chaud, a permis de contrôler la diffusion du bon de travail et de l'autorisation particulière, ainsi que leur application. Par ailleurs, la réunion de fin d'exercice permet de faire le point sur l'évaluation des sous-traitants, en récapitulant le nombre d'audits de chantier et les non-conformités associées à chacune des entreprises extérieures. Le tableau d'évaluation des prestataires 2021 a été présenté à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation, formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : <u>Sur l'intégration des sous-traitants dans les procédures d'urgence</u> Les 2 intervenants du prestataire en cours d'intervention choisis par l'inspection, figurent effectivement sur la liste des personnes ayant suivi la formation prévention (module accueil des entreprises extérieures de mars 2021) dispensée par SBM en 2021. Les signatures des intervenants sur une check liste, en attestent leur prise de connaissance du contenu de cette formation. La conduite à tenir en cas d'accident grave détecté par l'intervenant, consiste à alerter les secours par le coup de poing (déclenchement de la sirène), arrêter les appareils et évacuer vers le point de rassemblement. En cas d'alerte sonore, les 2 derniers points précédents sont à appliquer.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : <u>Sur la participation des sous-traitants aux exercices de situations accidentelles</u> Les sous-traitants participent aux tests et exercices réalisés lorsqu'ils sont présents sur le site, aboutissant en ce qui les concerne à l'arrêt des appareils et à leur évacuation vers le point de rassemblement. Le compte-rendu du 24/11/2021, du dernier exercice POI en date du 12/10/2021, réalisé de manière inopinée pour le personnel, montre une évacuation complète sans distinction du personnel interne et des entreprises extérieures. La sortie automatique de la liste des présents n'avait alors toutefois pas fonctionné. La demande de l'inspection de l'édition automatique des présents a permis de confirmer que ce dysfonctionnement était résolu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : <u>Sur le plan de formation des entreprises extérieures</u> L'instruction "gestion des entreprises extérieures" prévoit un accueil sécurité/environnement, réalisé par le donneur d'ordre, s'il s'agit de personnel travaillant pour la première fois chez SBM Formulation. Les entreprises, présentant un risque de co-activité avec l'exploitation du site, ou dont l'intervention apporte un risque supplémentaire par rapport à l'activité de SBM Formulation, ou dont les interventions sont habituelles (plus d'une fois par mois), doivent suivre, au maximum tous les 3 ans, une formation sur les risques particuliers liés à leur intervention sur site. Cette formation peut être réalisée conjointement au plan de prévention. Les points principaux de cette formation sont repris et explicités aux intervenants lors d'un accueil sécurité réalisé en amont de leur intervention. En outre, l'exploitant exige des entreprises extérieures ne disposant pas d'une certification relative au système MASE et remplissant certains critères définis par l'instruction, une attestation de formation aux risques chimiques N1/N2 selon le personnel présent. Par ailleurs, les personnels des entreprises extérieures présents sur le site sont associés au quart d'heure sécurité effectué par poste. Depuis janvier 2022, les personnes extérieures qui assistent à ces sensibilisations s'ajoutent à la grille du personnel SBM pour la traçabilité de leur participation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : <u>Sur le contenu des formations des entreprises extérieures</u> Le module entreprise extérieure version 2 de mars 2021, utilisé par l'accueil des personnels des entreprises extérieures, a été présenté à l'inspection. Il n'appelle pas d'observation. Le support du quart d'heure sécurité sur la notion « shunt de sécurité », particulièrement pertinent, a également été présenté à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : <u>Sur la tenue des formations des entreprises extérieures</u> L'accueil sécurité / environnement est réalisé pour toute nouvelle personne d'une entreprise extérieure. Sa durée de validité d'1 an est mentionnée explicitement dans l'instruction Gestion des entreprises extérieures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : <u>Sur la traçabilité des formations suivies par le personnel des entreprises extérieures</u> Les accueils sont formalisés au travers du formulaire « Accueil du personnel des entreprises extérieures ». Ils sont suivis dans un fichier Excel « Liste des prestataires et classification ».
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : <u>Sur la surveillance de la formation effective des personnels des entreprises extérieures</u> Les personnes intervenantes doivent être préalablement indiquées par l'entreprise extérieure, avec la fourniture de l'attestation, si requise, de certification au système MASE ou de formation aux risques chimiques. Les noms sont reportés sur le bon de travail. Le donneur d'ordre peut s'assurer avec le bon de travail et son croisement avec le fichier de suivi des accueils, de la réalisation effective de la formation d'accueil.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation des entreprises extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : <u>Sur la mise à disposition de l'inspection du suivi des formations des entreprises extérieures</u> La traçabilité de la formation d'accueil des 2 intervenants du chantier observé au cours de l'inspection a pu être constatée, tout comme sa réalisation depuis moins d'un an, et la validité toujours en cours de leur formation sur les risques chimiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : <u>Sur les habilitations des personnels des entreprises extérieures</u> En dehors des formations requises, visées précédemment, SBM ne requiert et ne délivre aucune habilitation spécifique pour les personnels des entreprises extérieures.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Opérations d'entretien et de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : <u>Sur la sélection des entreprises extérieures intervenant sur les MMR</u> La sélection des sous-traitants intervenant sur les mesures de maîtrise de risque (MMR) ne fait l'objet d'aucune spécificité. Les interventions sur les MMR sont prises en compte au travers de l'évaluation des risques menée pour toute intervention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Disponibilité des organismes de mesure et de prélèvement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/06/2020, article 3.c
Thème(s) : Risques accidentels, mesures et prélèvements dans l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3c. Cas des événements susceptibles de durer plus d'une journée</p> <p>Dans le cas d'un événement susceptible de conduire à la libération d'une des substances visées à l'article 2 dans des conditions pour lesquelles les effets seront perceptibles plus de 24 heures, l'exploitant fait réaliser, à ses frais, des prélèvements et des mesures par un organisme avec lequel il est indépendant.</p> <p>Des modalités analogues à celles présentées à l'article 3b sont définies par l'exploitant pour garantir que les prélèvements et les mesures pourront être effectués durant les premiers temps de l'évènement, dans l'attente de la mobilisation de l'organisme.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées, soit un contrat passé avec au moins un organisme spécifiant sa capacité d'intervention dans des délais compatibles avec la cinétique de l'évènement, soit la preuve de l'accord préalable d'au moins trois organismes et de leur engagement de disponibilité.</p> <p>Afin qu'il intervienne en sécurité, le personnel de ces organismes devra être sensibilisé au risque accidentel et ne devra pas effectuer les prélèvements dans des zones où les concentrations sont susceptibles de présenter un risque pour la santé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 21/07/2021, il a été constaté que SBM Formulation n'était pas en mesure d'apporter la preuve de l'accord préalable d'au moins 3 organismes et de leur engagement de disponibilité, n'ayant eu de contact qu'avec 2 organismes.</p> <p>En réponse, l'exploitant a adressé le mail d'un troisième organisme confirmant pouvoir intervenir dans le cadre du réseau RIPA.</p> <p>En revanche, aucun engagement sur la disponibilité (délai d'intervention ?) ne figure dans le mail de cet organisme.</p> <p>L'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées Seveso, modifié en dernier lieu le 22/09/2021, fixe en son annexe V sur le POI, la prescription suivante :</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p> <p>Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2020 sont complétées par ce texte ministériel où il peut être noté que les prélèvements environnementaux devront donc porter sur des paramètres supplémentaires (produits de décomposition), ainsi que sur d'autres matrices que l'air.</p> <p>Dans ces conditions, l'exploitant pourra profiter de l'extension des dispositions à prévoir dans son POI et de cette échéance, pour justifier des disponibilités pour pouvoir réaliser des prélèvements et en obtenir les résultats dans des délais adéquats.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet